

Nations Unies

Rapport annuel du Coordonnateur Résident

Mauritanie 2001

4 février 2002

SOMMAIRE

1. Lettre introductive	5
2. Bilan des activités 2001: résultats obtenus grâce aux activités de collaboration des Nations Unies en appui aux priorités et objectifs nationaux de développement et impact de la réforme de l'ONU sur le système des Nations Unies au niveau du pays	9
3. Rapport sur l'utilisation des fonds affectés à l'appui des fonctions de coordination	17
4. Plan de travail 2002 du système de coordination des Nations Unies	21
Annexe:	29
- Equipe de pays	29
- Groupes thématiques	30

1. Lettre introductive

La Mauritanie a confirmé au cours de l'année 2001, par plusieurs mesures importantes, sa volonté de libéralisation économique et sa politique de renforcement de l'Etat de droit, même si quelques décisions du gouvernement montrent que le processus démocratique reste fragile. L'année a aussi été marquée par le début de la mise en oeuvre et l'actualisation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), ainsi que par la tenue d'un quatrième Groupe Consultatif aux conclusions encourageantes.

La Mauritanie en 2001

Sur le **plan social**, les vastes enquêtes nationales¹ réalisées en 2000-2001 et dont les premiers résultats ont été publiés en 2001 ont permis d'améliorer la connaissance des conditions de vie de la population mauritanienne. Le Profil de pauvreté montre la persistance d'une pauvreté importante, en dépit d'un recul relatif, et une évolution spatiale de la pauvreté, dont les plus forts taux de concentration se situent maintenant dans les régions du Fleuve et au niveau des quartiers périphériques des grandes villes. L'EDS révèle notamment le caractère répandu de pratiques néfastes telles que l'excision. Ces enquêtes montrent également l'impact très élevé de l'éducation sur le recul de la pauvreté, ainsi que la nécessité de développer l'insertion économique des pauvres pour qu'ils bénéficient davantage de la croissance et que l'inégalité recule. Par ailleurs, l'enquête qualitative sur la pauvreté réalisée par le Système des Nations Unies a complété utilement les approches quantitatives développées, en révélant en particulier la fragilité structurelle de la situation alimentaire et en confirmant la pertinence des objectifs internationaux issus du Sommet du Millénaire. Autant de résultats sur lesquels les agences s'appuient largement pour développer leur plaidoyer et définir des orientations stratégiques qui correspondent de plus près aux besoins du pays².

D'importantes avancées ont été réalisées à travers un certain nombre de mesures gouvernementales, en particulier la décision de rendre l'école obligatoire, la forte progression du budget de l'éducation et de la santé, la validation d'une stratégie décennale du système éducatif, ou encore la décision d'élaborer un programme de sensibilisation et d'éducation sur les droits de l'homme. L'adoption du Code de Statut Personnel, régissant le droit de la famille, et la volonté de l'Etat de traiter le SIDA comme un problème de santé publique majeure, marquée par la préparation d'un plan national intersectoriel de lutte contre le SIDA, sont également des avancées notables.

Au **plan économique**, 2001 a été la première année de mise en oeuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), adopté en février. Ce "Full PRSP" définit des objectifs ambitieux, tels que notamment réduire la pauvreté rurale de moitié à l'horizon 2015 et améliorer sensiblement le niveau de vie des populations, réaliser un taux de croissance supérieur à 6% en moyenne sur la période 2001-2015, ou encore atteindre l'éducation universelle en 2004. La Bonne Gouvernance constitue l'un des quatre axes

¹ Notamment le Recensement, l'Enquête Démographie-Santé (EDS) et l'Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages.

² On peut ainsi relever que le ciblage géographique des agences pour la période de l'UNDAF (2003-2008) correspond aux zones les plus pauvres du pays révélées par le profil de pauvreté.

fondamentaux de la stratégie de réduction de la pauvreté, et un cadre général du Programme national de Bonne Gouvernance (PNBG) a été adopté. Le CSLP définit une liste de cinquante indicateurs pour le suivi de la pauvreté dont un grand nombre sont issus de la déclaration du Millénaire. Cette première année de mise en œuvre³ suscite cependant des craintes quant au volume des décaissements des fonds PPTTE II.

Le cadre macroéconomique a maintenu sa stabilité autour de sa bonne performance de l'année précédente avec un taux de croissance de l'ordre de 5%. L'année a été marquée par la poursuite des réformes sectorielles et de libéralisation de l'économie, avec en particulier le parachèvement de la privatisation de l'opérateur historique de télécommunications et le lancement du processus de privatisation de l'électricité. Les prospections pétrolières ont abouti au forage de deux puits dont l'un a révélé des indices encourageants d'existence de quantités importantes d'hydrocarbures dans l'off-shore Mauritanien. La campagne de forage sera poursuivie à l'été 2002. Les prospections de diamant et d'or sont aussi prometteuses.

En matière de coordination de l'aide, l'année a vu également l'organisation du quatrième Groupe Consultatif pour la Mauritanie. Tenue à Paris en décembre 2001, cette réunion a permis aux partenaires au développement de la Mauritanie de réaffirmer leur soutien à la stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par la Mauritanie en 2001 et se sont engagés à apporter le montant de \$412 millions recherché pour le financement du Programme d'Investissement Public qui découle de cette stratégie et qui porte sur un montant total de \$988 millions. Ce Groupe Consultatif a été l'occasion pour le Coordonnateur Résident de faire un plaidoyer appuyé pour faire de la bonne gouvernance et de la gestion saine des ressources publiques un facteur déterminant d'une mise en œuvre réussie du CSLP.

Au plan politique, La Mauritanie a organisé les 19 et 26 octobre 2001 des élections législatives et municipales d'une transparence et d'une ouverture sans précédent depuis le lancement du processus démocratique en 1991. Le code électoral a été réformé en début d'année, ce qui a encouragé les partis de l'opposition à prendre part à ces élections après une période de boycott. Par ailleurs, le processus électoral a été amélioré par des inputs techniques renforçant la transparence du scrutin. Ainsi, l'ensemble des partis politiques ont présenté des candidats à ces élections, à l'issue desquelles l'opposition a nettement renforcé sa représentation au sein de l'Assemblée nationale, qui passe d'un siège à onze sièges sur quatre vingt un, et accentué son emprise sur les communes, notamment à Nouakchott où elle est devenue majoritaire.

Après l'entrée en nombre de députés de l'opposition, la qualité des délibérations de l'Assemblée s'est beaucoup améliorée et le débat, retransmis par les médias officiels, y est devenu plus contradictoire. Toutefois, la véhémence de ce débat autour de sujets de société a débouché en décembre 2001 sur une crise entre le gouvernement et l'opposition qui se traduira le 2 janvier 2002 par la dissolution du principal parti de l'opposition, Action pour le Changement pour cause d'atteinte à l'unité nationale. Cette interdiction fait suite à celle, en octobre 2000, d'un autre grand parti d'opposition, l'Union des Forces Démocratiques-Ere Nouvelle, réapparu en 2001 sous un autre nom: le Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD). Cette nouvelle interdiction traduit la persistante fragilité du processus démocratique nonobstant les grandes avancées accomplies ces derniers mois, et a entraîné de profonds changements dans le paysage politique mauritanien.

Au plan diplomatique, l'année a été marquée par un resserrement des relations existant entre la Mauritanie et deux importants partenaires stratégiques, la France et le Sénégal,

³ Bien que le point d'achèvement ne devrait être atteint par la Mauritanie qu'en avril 2002

comme le manifeste la visite en juin du Ministre français des Affaires étrangères à Nouakchott et celle en mai du Président du Sénégal.

Pour la première fois depuis l'indépendance des deux pays, le Roi du Maroc a effectué en septembre une visite d'Etat en Mauritanie qui traduit les bonnes relations entre Nouakchott et Rabat depuis l'accession au trône du nouveau Souverain. La Mauritanie maintient sa politique de neutralité sur la question du problème du Sahara Occidental et soutient les efforts du Secrétariat des Nations Unies dans sa recherche d'une issue juste et équitable à ce conflit.

Malgré la persistance d'une tension vive au Proche-Orient et en dépit des recommandations des sommets arabe du Caire et islamique de Doha, la Mauritanie a maintenu des relations diplomatiques normales avec Israël et a même établi avec lui, au cours de l'année, des contacts fréquents au niveau ministériel.

La réforme des Nations Unies en Mauritanie

Le Système des Nations Unies a, sur la base du partenariat confiant établi avec le Gouvernement, été associé à nombre des évolutions de la Mauritanie en 2001, tant sur le plan social, qu'économique, politique, et diplomatique en ce qui concerne la question du Sahara Occidental.

2001 marque dans le domaine de la programmation une étape décisive pour les agences, qui ont ensemble et de manière participative achevé l'élaboration du CCA et de l'UNDAF. Un atelier a été réalisé en janvier 2001 avec l'appui du UN Staff College dans le but de développer l'esprit d'équipe et de créer une vision commune du SNU. Ceci a débouché sur la constitution de quatre groupes de travail auxquels ont participé toutes les agences, permettant de préparer le CCA et l'UNDAF dans d'excellentes conditions. L'atelier de pré-validation de novembre 2001 fut l'occasion de largement débattre avec la partie nationale et la société civile des grandes orientations proposées dans l'UNDAF.

L'UNDAF, dont la finalité première est en Mauritanie la lutte contre la pauvreté, définit l'apport des Nations Unies à la mise en oeuvre du CSLP et à l'atteinte des grands objectifs internationaux du développement, tels que définis lors du Sommet du Millénaire. Les programmes de pays des agences seront finalisés en 2002 selon les quatre axes stratégiques⁴ qui sont définis dans l'UNDAF et les questions transversales qui y sont mises en exergue⁵.

Parallèlement, les agences ont démarré la mise en oeuvre du programme conjoint sur l'éducation des filles, qui devrait déboucher à terme sur un impact accru de l'appui des agences dans ce domaine essentiel en Mauritanie, et permet dès à présent d'alimenter la réflexion des agences sur la nécessaire harmonisation des procédures de mise en oeuvre des projets.

Des actions de plaidoyer conjointes ont été poursuivies dans de nombreux domaines sur la lancée de 2000 : les Droits de l'Homme (CEDEF, Code national des mineurs), l'éducation

⁴ Gouvernance et Droits de l'homme, Lutte contre la mortalité maternelle et infantile-juvénile, Education/ Formation, Développement rural et urbain, sécurité alimentaire et environnement

⁵ Protection des groupes vulnérables, lutte contre le VIH/SIDA, promotion de la dimension Genre, prise en compte des besoins spécifiques des adolescents et des jeunes, accès aux NTIC, communication pour le changement

des filles, la prévention du VIH/SIDA (avec en particulier l'organisation de deux journées parlementaires), la qualité des services de santé de la reproduction, la lutte contre le Paludisme et pour l'éradication de la Polio . Parmi les fruits de ce plaidoyer figurent notamment la décision du gouvernement d'élaborer, avec l'appui des agences, un plan intersectoriel de lutte contre le VIH/SIDA, la création d'un groupe interministériel sur le Genre, et des actions spécifiques pour accroître le micro-crédit.

Plusieurs activités ont par ailleurs permis de renforcer la visibilité externe du système des Nations Unies : publication mensuelle d'ONU-Flash, organisation de manifestations communes lors des journées spéciales, actualisation du site web commun, toujours largement consulté, et nombreux contacts entretenus avec la presse, avec notamment une conférence de presse commune de l'équipe de pays sur l'éducation des filles, largement répercutée dans les médias, et un long interview du Coordonnateur résident sur le système des Nations Unies auprès de la revue d'information économique de la place (L'Essor).

Enfin, l'organisation de visites conjointes de l'équipe de pays aux Ministres nouvellement installés permet de renforcer la perception qu'ont les partenaires nationaux de la cohésion du SNU.

Sur le plan de la Maison commune, la FAO s'est transférée dans des locaux à proximité immédiate de l'enceinte des Nations Unies, et le PAM et la FAO ont, courant 2001, rejoint la Maison Virtuelle, ce qui facilite la communication entre les agences.

Des obstacles demeurent pour renforcer la coordination opérationnelle, qui tiennent en particulier au manque d'harmonisation concernant les procédures de mise en oeuvre des projets et les modalités de rapport, en particulier financier. La situation actuelle exige des procédures administratives qui apparaissent inutilement complexes et lourdes et freinent considérablement toute initiative. La mise en place d'un compte commun n'a pu être réalisée. Aussi la clarification des procédures pour le financement partagé d'activités conjointes et plus largement pour la mise en oeuvre de projets conjoints demeurent-elles des questions d'actualité en Mauritanie. Un appui du DGO en la matière pourrait être de plaider auprès des Sièges des agences pour que ceux-ci prennent clairement l'option d'autoriser chaque bureau de pays à inscrire une ligne budgétaire permettant le financement d'activités de coordination. Des harmonisations simples pourraient également être recommandées, telles que l'harmonisation des calendriers de « reporting » pour les projets conjoints.

Les contraintes budgétaires ont été résolues en 2001 grâce à des apports exceptionnels mobilisés notamment par le PNUD pour la réalisation de l'UNDAF. Il reste que la volatilité du budget de la coordination et la précarité des activités et des postes qu'elle engendre crée une menace pour la pérennité des progrès accomplis depuis 1999 dans le domaine de la mise en oeuvre de la réforme des Nations Unies.

TABLEAU POUR LE RAPPORT ANNUEL 2001 DU COORDONNATEUR RÉSIDENT : MAURITANIE

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Eradication de la pauvreté et de la faim	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe d'analyse et de suivi de la pauvreté (Gouvernement, SNU, partenaires) - Groupe Inter agence pour le suivi de la pauvreté (PNUD, FNUAP, UNICEF) 	<p>Ê Appui à la mise en œuvre et au suivi du CSLP (Identification des indicateurs, appui aux enquêtes nationales (EDS, recensement...), réalisation d'une enquête qualitative sur la pauvreté, plaidoyer pour une bonne implication de la société civile)</p> <p><u>Résultats clés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des aspects qualitatifs de la pauvreté dans le débat national sur la pauvreté - Renforcement des capacités nationales en matière de statistique, suivi et évaluation - Plus forte implication de la société civile dans le débat national sur la pauvreté <p>Ê Poursuite du programme conjoint sur le micro-Crédit (PNUD-UNICEF) au Gorgol</p>	<p align="center">Ä</p> <p><i>Synergie importante du SNU autour de l'élaboration et du suivi du CSLP et processus de coopération bien établi. L'impact n'est pas mesurable après moins d'une année de mise en œuvre.</i></p>
Education de base universelle	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe Education des filles/Projet UNF: UNICEF/FNUAP/PNUD/OMS/BCR et PAM et FAO - Concertation UNICEF/PAM - Groupe Thématique UNDAF sur Education/Formation (cf p13) 	<p>Ê 1er cycle 2ndaire: Démarrage du projet conjoint</p> <p><u>Résultats clés</u>: identification des sites, information /sensibilisation, meilleure connaissance du niveau secondaire du système éducation</p> <p><u>Contraintes</u>: Complexité des mécanismes de coordination et décision du UNDG d'allouer les ressources séparément à chaque agence et de leur demander de suivre leurs propres procédures financières, ce qui rend l'exécution très difficile.</p> <p>Ê Education primaire : 20 sites d'écoles communautaires propres saines et vertes (ECPSV) identifiées dans le Guidimakha.</p> <p><u>Résultats clés</u> : Validation de l'approche ECPSV et sa généralisation prévue dans le Plan national décennal du secteur de l'éducation.</p>	<p align="center">Ä</p> <p><i>Secteur phare pour la coordination en Mauritanie, mais qui demeure handicapé par des difficultés opérationnelles inhérentes aux choix des modalités d'exécution financière.</i></p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Promotion de l'égalité entre les sexes et habilitation de la femme	<p>Groupe intersectoriel sur le Genre (SNU et partie nationale)</p> <p>Groupe technique Genre (SNU)</p>	<p>ê Formation des points focaux des partenaires en Genre <u>Résultat clé</u> : élaboration d'un cadre national de référence</p> <p>ê Analyse et Plaidoyer contre les mutilations génitales féminines ê réalisation d'une analyse Genre CCA/UNDAF CEDEF ê financement commun de la campagne de vulgarisation de la CEDEF <u>Contraintes</u> : faiblesse des mécanismes de suivi-évaluation des activités communes et Groupe Genre peu actif dans la préparation de l'UNDAF</p>	<p style="text-align: center;">Ã</p> <p><i>Bien que ce thème soit prioritaire pour toutes les agences, certaines agences collaborent de façon plus étroite et productive sur ce thème.</i></p>
Réduction de la mortalité infantile	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe thématique Santé présidé par le MSAS (Partie nationale, agences SNU, coopérations bilatérales, Banque mondiale) - PAM-UNICEF - OMS/FAO/UNICEF/PAM - FAO/OMS/PAM/UNICEF - Groupe thématique UNDAF "Lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile" cf p 13 	<p>ê Actions concertées: OMS/UNICEF sur vaccination (PEV/NIDS), l'éradication de la Polio, le Ver de Guinée et la PCIME</p> <p>ê Projet commun Nutrition: mise en place de CAC et CREN dans 5 régions pour 8000 bénéficiaires. <u>Résultat clé</u> : Diminution de la malnutrition dans les zones cibles documentée</p> <p>ê Collaboration inter-agences en appui au projet NUTRICOM financé par la Banque mondiale. <u>Contrainte</u> : Coordination et complémentarité à renforcer.</p> <p>ê Appui au Plan national d'action pour la nutrition (PNAN) et régionalisation du PNAN au Brakna <u>Résultat clé</u> : Finalisation du PNAN</p>	<p style="text-align: center;">Ã</p> <p><i>Le groupe thématique Santé constitue cependant un modèle de coordination entre les partenaires (y inclus le SNU) et le Gouvernement</i></p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Amélioration de la santé maternelle	<p>OMS/UNICEF/FNUAP</p> <p>Groupe thématique Santé</p> <p>FNUAP/UNICEF/OMS/BIT-STEP/UNF</p> <p>- Groupe thématique UNDAF "Lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile" cf p 13</p>	<p>Ê Démarrage de l'initiative « Make pregnancy safer » (formulation appui MSR Gorgol, mise à disposition de 2 VNU chirurgiens qui encadreront en 2002 un groupe de chirurgiens nationaux affectés à l'intérieur du pays, participation à la Réunion de Kampala <u>Résultat clé</u> : réduction de la mortalité maternelle en milieu hospitalier documentée pour le Gorgol</p> <p>Ê Amélioration de la qualité des soins de SR à travers le renforcement du partenariat entre les prestataires et les clients : phase préparatoire <u>Résultats clés</u> : renforcement du partenariat SNU, plaidoyer commun contre la mortalité maternelle, réalisation d'une analyse de situation SR/SOU, et programmation conjointe SR en cours (qualité des soins SR, MPS)</p>	<p>Ä</p> <p><i>Un tel thème mérite à l'avenir l'implication d'autres agences.</i></p>
Lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies	<p>Groupe technique ONUSIDA (ONUSIDA, OMS, UNICEF, FNUAP, PNUD, FAO, BM)</p> <p>Initiative Roll back Malaria (RBM) : OMS, UNICEF, PNUD, BM</p>	<p>Ê Plaidoyer, Journées de réflexion parlementaires, participation aux rencontres d'Abuja et de l'UNGASS, établissement d'une banque de sang, appui au bureau ONUSIDA, célébration de la journée internationale <u>Résultats clés</u> : décision d'élaboration d'une stratégie nationale intersectorielle, fruit d'un plaidoyer intense, et réalisation d'une enquête sur la séro-prévalence <u>Contrainte</u> : mobilisation des ressources du Bureau ONUSIDA</p> <p>Ê RBM : plaidoyer/information sur RBM ; identification des zones pilotes ; enquête chimiosensib°, journées de sensibilisation sur le Paludisme <u>Résultats clés</u> : renforcement du partenariat SNU, formulation du draft du plan stratégique 2002-2005 et plaidoyer intense.</p>	<p>Ä</p> <p><i>Il est important que les agences concrétisent en 2002 leur engagement dans ce domaine.</i></p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS,AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Garantie de la durabilité de l'environnement	OMS FAO PAM Groupe thématique UNDAF « Développement rural et urbain, sécurité alimentaire et environnement » cf p 13	<p>ê Exécution de deux programmes en commun (Ceinture verte de Nouakchott (PAM/FAO), Projet Nouakchott El Khaddra sur le maraîchage en milieu urbain (OMS, UNICEF, FAO)</p> <p>ê Identification d'un projet pilote commun sur les déchets (PNUD, UNICEF, OMS)</p> <p><u>Résultats clés</u> : Synergie dans les domaines de l'hygiène et de l'environnement, et intérêt manifesté par d'autres partenaires.</p> <p><u>Contrainte</u> : Plaidoyer SNU nécessaire car l'environnement n'est pas une priorité d'action du Govt</p>	<p style="text-align: center;">Â</p> <p><i>Ce domaine a été laissé au niveau des techniciens. Il conviendrait en 2002 de lui donner un relais au niveau politique.</i></p>
Promotion d'un partenariat mondial pour le développement	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe d'analyse et de suivi de la pauvreté : Partie nationale, SNU et coop°bilatérales et multilatérales - Groupe Consultatif (Gouvernement, IBW et partenaires dont SNU) - Rencontres des partenaires - Cyberforum de la société civile (ONGs et Presse indépendante) 	<p>ê Appui technique conjoint à la Partie nationale pour le suivi et l'actualisation du CSLP</p> <p>ê Bonnes relations entretenues de manière concertée avec la partie nationale (visites communes aux nouveaux ministres...)</p> <p>ê Positionnement uni du SNU lors du Groupe consultatif renforçant l'impact du plaidoyer</p> <p><u>Résultat clé</u> : plus grande visibilité et crédibilité du SNU, qui est de plus en plus souvent sollicité en tant que tel par le Gouvernement</p> <p>ê rencontres trimestrielles sous l'égide du CR</p> <p><u>Résultat clé</u> : connaissance réciproque des programmes permettant de développer complémentarités et synergies</p> <p>ê Sites web OMS, FAO et UNICEF (en cours) réalisés et complétant le site commun et les sites PNUD et FNUAP : étape préliminaire d'un site des partenaires</p> <p>ê Des progrès, à conforter en 2002, dans le partenariat avec la société civile et l'appui à l'organisation de celle-ci</p>	<p style="text-align: center;">À</p> <p><i>Les agences se sont investies de façon continue et concertée dans la promotion du partenariat mondial, tant vis-à-vis des partenaires nationaux qu'internationaux.</i></p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Questions transversales			
Gestion des catastrophes		Pas de catastrophe nécessitant une réponse commune en 2001 <u>Contrainte:</u> Absence de système commun d'alerte et de réponse rapide	<i>Absence de notation compte tenu de l'absence de mise en situation. Il convient néanmoins de tirer les leçons du passé pour préparer un plan de gestion des catastrophes dans les domaines autres que ceux liés à la sécurité alimentaire ou aux réfugiés.</i>
Droits de l'homme	Groupe Thématique UNDAF Bonne Gouvernance cf p 13	<p>Ê Mise en place du groupe Bonne Gouvernance et Suivi du CSLP grâce au plaidoyer soutenu par le SNU</p> <p>Ê Concertation sur le suivi du PNBG élargie aux autres partenaires,</p> <p>Ê Plaidoyer et politique des agences qui a favorisé la discussion et la mise en place du Cadre général du PNBG</p> <p>Ê Plaidoyer pour la préparation d'un plan d'action sur les Droits de l'Homme en liaison avec le HCNUDH (Genève). Accord du Gouvernement et financement de ce plan par plusieurs bailleurs et le SNU en tant que tel.</p>	<p>À</p> <p><i>La collaboration importante instaurée dans ce secteur devra être poursuivie en 2002 au niveau de l'opérationnalisation des programmes.</i></p>
IMPACT DE LA RÉFORME DE L'ONU SUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE L'ONU AU NIVEAU DU PAYS			
Harmonisation et simplification des programmes et des cycles de programmes: CCA/UNDAF, et liens avec les PRSP, RMP	Cadre de coordination CCA/UNDAF avec un groupe technique inter-agences de suivi et 4 groupes thématiques (GT) SNU-Partie nationale : - Gouvernance (PNUD leader) - Education/Format° (UNICEF) - Mortalité matern. et infantile (OMS) - Dvlpt rural et urbain, sécurité alimentaire et environnement (FAO)	<p>Ê Atelier sur CCA/UNDAF et renforcement de l'esprit d'équipe avec l'appui du UNSC</p> <p>Ê Démarche participative d'élaboration de l'UNDAF avec réalisation d'analyses causales sur les problèmes clés identifiés, identification des axes stratégiques majeurs du SNU et constitution de 4 groupes thématiques sur chacun de ces axes</p>	<p>À</p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
		<p>ê Atelier de pré-validation de l'UNDAF avec la partie nationale (Gouvernement et société civile) et les donateurs</p> <p><u>Résultats clés</u> :</p> <p>ê CCA et UNDAF finalisés et partagés avec la partie nationale (rendus publics en février 2002)</p> <p>ê Cycles de programmation harmonisés (2003-2008)</p> <p>ê Partage inter-agences de l'information</p>	<p><i>Important effort de collaboration entre agences, avec un accent final sur la communication sur le processus CCA/UNDAF, qui devra être développée en 2002</i></p>
Programmation conjointe	<p>Groupes thématiques Groupe des Chargés d'information (SNU) Groupe des Chargés d'administration Groupe technique du projet conjoint Education des filles</p>	<p>ê Atelier inter-agences d'évaluation des activités conjointes de l'année 2000 et de préparation du plan d'action 2001 de la coordination</p> <p>ê Effort d'harmonisation des procédures d'exécution des programmes conjoints</p> <p><u>Contrainte</u> : opérationnalisation difficile</p> <p>ê Essai de coordination IEC autour du Comité national IEC</p> <p><u>Contrainte</u> : faible réaction de la partie nationale et positionnement commun à conforter</p> <p>ê Programmation commune des participants aux conférences</p> <p>ê Programmation commune des plaidoyers communs</p> <p>ê Projets conjoints dans les thèmes du MDG (cf ci-dessus)</p>	<p style="text-align: center;">Ã</p> <p><i>La collaboration est élevée dans certains secteurs (santé, éducation) mais elle reste à améliorer dans d'autres. L'opérationnalisation des projets conjoints reste difficile du fait des procédures internes de gestion des agences.</i></p>
Harmonisation et simplification des procédures administratives et financières	<p>Chargés d'administration des agences résidentes (PNUD, UNICEF, PAM, FNUAP, FAO, OMS, HCR)</p>	<p><u>Résultats clés</u></p> <p>ê Harmonisation des procédures DSA pour les experts et le personnel</p> <p>ê Grille des consultants nationaux : travail réalisé, à valider en 2002</p>	<p style="text-align: center;">Ã</p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
		<p>ê Harmonisation des procédures de recrutement et d'achat avec la mise en place de comités inter-agences conduisant par exemple à la participation du FNUAP et du PAM au recrutement du leader thématique pauvreté du PNUD, ou à celle du PAM et du PNUD pour un recrutement du HCR</p> <p>ê Définition d'un cadre commun d'appel d'offres</p> <p>ê Réalisation d'une enquête intérimaire salariale</p> <p><u>Contrainte</u> : Difficultés de financement ou d'exécution des activités communes liées aux procédures des agences</p>	<p><i>Beaucoup d'efforts sont réalisés, mais des avancées doivent encore être faites concernant les procédures administratives et financières.</i></p> <p><i>Il est nécessaire que les Sièges des agences allouent aux Bureaux de terrain une ligne budgétaire Coordination pour financer les activités communes.</i></p>
Locaux et services communs	Groupe des Chargés d'administration	<p><u>Résultats clés</u> :</p> <p>ê Maison virtuelle élargie par une connexion extranet avec le PAM et la FAO</p> <p>ê V-SAT : Travaux préparatoires à l'installation et signature de protocoles d'accord UNICEF/PNUD et FNUAP/PNUD avec création d'un compte commun</p> <p>ê Dispensaire fonctionnel</p> <p>ê Ouverture d'une cafétéria fonctionnelle</p> <p>ê Service du Pouch utilisé par plusieurs agences</p> <p><u>Contraintes</u> :</p> <p>Fonctionnalité de la messagerie à améliorer</p> <p>Absence d'intranet. Mise en place souhaitée.</p>	<p style="text-align: center;">À</p> <p><i>Un travail important est réalisé. La volonté locale qui s'exprime ainsi devrait être soutenue par la mise à disposition par les Sièges de moyens adéquats. Le compte commun créé pour la gestion du V-SAT pourrait préfigurer le compte commun global souhaité.</i></p>
Sécurité	Groupe des Chargés d'administration	<p><u>Résultats clés</u></p> <p>ê Mise à jour du Plan de sécurité réalisée</p> <p>ê Programmation des radios réalisée</p> <p>ê Organisation de séances de formation des wardens et des gardiens</p> <p>ê Simulation : tests de Talkie-Walkie</p> <p>ê Visite des zones avec distribution de fiches sur les mesures de sécurité à prendre au personnel</p>	<p style="text-align: center;">À</p> <p><i>Le dispositif n'a pu être testé du fait de l'absence de situation de crise, mais un important travail d'actualisation et de vérification du plan de sécurité a été réalisé.</i></p>

Objectifs de développement du millénaire/questions transversales	Cadres de concertation	IMPACT/RESULTATS, BONNES PRATIQUES/LECONS APPRISES, PROGRAMMES CONJOINTS, AUTRES COMMENTAIRES	AUTOEVALUATION DE L'EQUIPE DE PAYS 1-2 =Limités 3-4=Modérés, 5-6 =Importants
Partenariats (Institutions de Bretton Woods, donateurs, et société civile)	<p>Rencontres de concertation des partenaires au développement (1/trimestre présidée par le CR)</p> <p>Groupe inter-agences des Chargés d'information et de communication (PNUD, UNICEF, FNUAP, OMS, PAM, FAO)</p>	<p><u>Résultats clés</u> :</p> <p>ê Cadre de suivi des conférences mis en place, <u>Contrainte</u> : manque d'opérationnalité</p> <p>ê Nombreuses activités d'info/Com sur les thèmes communs (ex sur l'éducation des filles)</p> <p>ê Des outils (ONUFLASH mensuel, SITE WEB des agences) sont mis en place et devront être davantage utilisés</p> <p>ê Une revue de presse mensuelle permet aux partenaires non représentés en Mauritanie d'être régulièrement informé de la situation</p>	<p style="text-align: center;">Ã</p> <p><i>Beaucoup d'efforts ont été réalisés en matière de communication, mais encore trop peu de partenariats sont développés. Le partenariat avec les IBW et avec la société civile devra être développé sur la lancée des initiatives prises en 2001 (implication de la société civile dans le suivi du CSLP et de l'UNDAF, participation du FMI à l'UNDAF).</i></p>

**Rapport sur l'utilisation des fonds affectés à l'appui
des fonctions de coordination en
Mauritanie en 2001**

Fonctions de gestion et de coordination du système des Nations Unies	Actions et initiatives (du plan de travail de 2001)	Résultats atteints (Impact)	Dépenses (en dollars E.-U.)						
			Fonds d'appui au Coordonnateur résident			Organismes de l'ONU	Gouvernement	Donateurs	
			Allocation de crédits	Dépenses	Engagements non décaissés				
Appui à une programmation du système des Nations Unies coopérative et mieux intégrée	u Ateliers CCA/UNDAF avec l'appui du UN Staff College et Conseiller FNUAP	Réalisés en janvier et mars Résultats : ê Mise à niveau de l'information ê Examen du 1er draft de CCA ê Plan d'élaboration du UNDAF	1486	1 671	-	185	5395 (Agences) 600 (FNUAP)		
	u Enquête qualitative sur la pauvreté	ê Réalisée. Permet une analyse plus approfondie des données des enquêtes quantitatives, alimente le CCA et propose des pistes pour un dispositif de suivi de la pauvreté renforcé					15 500 (SPPD PNUD/UN-DESA 2 400 (transport PAM FNUAP PNUD)		
	u Finalisation du CCA et du UNDAF	ê CCA intégrant les données des enquêtes 2000-2001 et UNDAF réalisés. Atelier de prévalidation avec la partie nationale et les partenaires les 21-22 novembre. Transmission au Siège prévue en janvier 02.	6600	6 600		0	34 100 (SPPD PNUD/UN-DESA)		
	u Groupes thématiques	ê Appui aux 4 groupes chargés de préparer l'UNDAF avec la partie nationale	1500	500		+ 1000			

	<p>u Projet conjoint Education des filles</p> <p>u ONUSIDA :</p>	<p>ê Démarrage des activités et mise au point de mécanismes adéquats pour une mise en oeuvre conjointe</p> <p>ê Plaidoyer et appui aux journées parlementaires contre le SIDA</p> <p>ê Appui à la Journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA</p> <p>ê Appui au bureau ONUSIDA</p>				<p>5 696</p> <p>3000</p> <p>11 680</p>		<p>38 419 (UNFIP Coordi- nation)</p>
Suivi des conférences des Nations Unies	<p>Grille de suivi des conférences et médiatisation</p> <p>Appui conception d'une batterie d'indicateurs de pauvreté, d'une stratégie de suivi-évaluation de la LCP, d'une base de données sociales et à la mise en oeuvre du schéma national de la statistique</p> <p>Plaidoyer pour la mise en oeuvre de la CEDEF</p> <p>Financement de la participation nationale aux conférences d'Abuja (SIDA) et Durban (Racisme)</p> <p>Cyberforum de la société civile</p>	<p>ê Suivi effectif commun et impact amélioré</p> <p>ê Amélioration du suivi de la pauvreté et du suivi/évaluation des programmes de LCP</p> <p>ê Intégration dans les politiques nationales des orientations et plans d'action des Conférences</p> <p>ê Renforcement de l'accès de la société civile à l'information et constitution de réseaux thématiques d'ONG</p>	2 000	500	+ 1500	<p>Agences</p> <p>14 500 PNUD UNICEF FNUAP UNIFEM</p> <p>Agences</p>		<p>17 500 (Parte- naires)</p> <p>20 000 Partner- ship facility Trust fund PNUD</p>

Maison des Nations Unies et services communs (Bureau du Coordonnateur résident, locaux et services communs)	Réfection entrée Maison commune et vitrine NU	ê Amélioration de l'accueil et renforcement de la sécurité		1024	- 1024	89		
	Maison virtuelle	ê Extension de la connexion extranet permettant un traitement rapide de l'information				4 680 (PAM, FAO)		
	Renforcement du Centre de Documentation	ê Meilleur service documentaire aux agences et au public mauritanien	11 380	11 166	+ 214			
	Installation V-SAT (travaux préparatoires : construction local suivi par un cabinet conseil)	ê Communications améliorées				760 (Avance PNUD)		
	Dispensaire	ê Garantie des soins de santé				(Agences)		
	Fonctionnement du BCR/CID et équipement	ê Service fonctionnel	20 420	19 922	+ 498			
	Renforcement de la coordination	ê Objectifs du plan de travail atteints	19 800	18 432	+ 1 368	5 000 (FNUAP)		
Information publique et activités de plaidoyer du système des Nations Unies	ONU-Flash	ê Publication mensuelle permettant une information régulière sur les activités du SNU et la promotion d'une image d'équipe soudée	5 000	4 974	+ 26			
	Suppléments ONU-Flash	ê Promotion de l'image de chaque agence	4 200	1 336	+ 2 864			
	Revue de presse	ê Information meilleure du SG et des partenaires extérieurs sur la Mauritanie	1 514	1 514	0			
	Calendrier spécial Education des filles	ê Promotion de l'éducation des filles		1 832	- 1832			

	Représentation théâtrale sur l'éducation des filles le 24 oct.	ê Meilleure perception de l'importance de l'éducation des filles				1000 (UNICEF)		
	Plaidoyer commun lors des journées spéciales	ê Meilleure connaissance du SNU et promotion d'une équipe soudée	1000	1 000	0	4 850		
	Publication du rapport « Faire parler la pauvreté »	ê Diffusion de la compréhension de la pauvreté en Mauritanie		5 496	- 5496			
	Site web commun et des agences	ê Meilleure accessibilité des informations et image à l'extérieur	3700	3700	0	4 000 (OMS, PNUD)		
	Relations médias	ê Meilleure couverture des thèmes Nations Unies et journalistes cernant mieux les domaines d'intervention du SNU ê Points de presse organisés par la coordination	4 400	4400	0			
	Concours du meilleur article de presse sur l'éducation des filles (remise du prix le 24 octobre)	ê Plaidoyer pour l'éducation des filles						Sponsoring (BNM)
Autres activités conformes au programme de réformes du SG	Préparation du Groupe Consultatif et appui au suivi du CSLP	ê Prise en compte des préoccupations soutenues par les Nations Unies	1 000	0	+ 1000			
Missions spéciales données par SG ou Adm. du PNUD	Suivi du dossier du Sahara Occidental	ê Préparation et organisation au niveau local des missions de la MINURSO et du SRSG	1 000	0	+ 1000			
TOTAL (en dollars E.-U.)			85 000	88 454	- 3 454	113 250*		75 919

* : Ce montant n'intègre pas les quote-parts versées par les agences pour la prise en charge des frais liés à la maison commune des Nations Unies et au dispensaire des Nations Unies.

**Plan de travail 2002
du système de Coordination des Nations Unies
en Mauritanie**

Fonctions de gestion et de coordination du SNU	Activités et initiatives planifiées	Résultats visés (Impact)	Calendrier	Responsabilité	Fonds (en dollars US)		
					Système CR	Agences SNU	Autres
Coordination au niveau du pays:							
UNDAF	q Publication du CCA et de l'UNDAF et atelier pour leur présentation à la partie nationale	q Appropriation de l'UNDAF et perception de celui-ci comme contribution du SNU à la mise en oeuvre du CSLP q Complémentarité entre les appuis des partenaires	Février mars	BCR	2400	8400 PNUD (SPPD)	
	q Poursuite des groupes thématiques en appui à l'élaboration des programmes et projets des agences puis transformation de ceux-ci en instruments sectoriels de suivi des programmes du Gouvernement	q Ancrage des programmes de pays dans l'UNDAF q Cohérence des projets nationaux	Févr- Avril Mai-Déc	Agence Leader		7200 PNUD (SPPD)	
	q Elaboration des mécanismes de suivi	q Mécanismes réalistes et efficaces validés	Avr-Déc	BCR		4900 PNUD (SPPD)	
	q Améliorer la communication sur l'UNDAF par le redéploiement des Chargés de communication dans les groupes thématiques et l'identification d'un thème prioritaire de plaidoyer pour chaque groupe	q Harmonisation de la communication et plaidoyer plus soutenu					

Programmation commune	q	Revue à mi-parcours et finale de l'exécution du plan de travail annuel	§	Assurer la mise en oeuvre des activités programmées	Juin et Déc	BCR	6 000		
	q	Mission de programmation, suivi et évaluation communes des projets et activités conjoints	§	Coordination opérationnelle pour une cohérence des activités et un impact accru	Juin à Déc	BCR	1 000		UNF (Proj. Educ)
	q	Programmation commune de la participation des cadres du Govt aux différentes Conférences internationales	§	Participation effective et cohérente pour l'intégration des objectifs au plan national	Continu	BCR Agence			
• Programmes conjoints 1. Eradication de la pauvreté et de la faim	q	Appui technique à l'analyse au suivi et l'évaluation du CSLP (consultants)	§	Meilleur suivi de la mise en œuvre du PRSP et meilleure compréhension du phénomène de la pauvreté	Juillet	Groupe Inter Agence de suivi MDG		Agences	Partenaires
	q	Appui à la mise en place d'un système de suivi du PRSP au niveau du MAED (implication des groupes de recherches universitaires)			Juillet		Agences		
	q	Mise en place de l'Observatoire DHD et LCP : Rapport DHD			Déc.		Agences		
	q	Etudes et enquêtes.			Continu				
	q	Plaidoyer et appui pour l'implication de la Soc. Civile dans la mise en œuvre et le suivi du PRSP avec proposition de mécanismes de concertation via le Cyber Forum de la société civile	§	Meilleure implication de la Soc. Civile en matière de Suivi de la LCP	Déc.	BCR	2400	Agences	
	q	Participation du SNU au développement de la stratégie de Micro-crédit et extension de l'expérience du Gorgol à une autre wilaya	§	Renforcement de l'accès des pauvres au moyens de production via la microfinance	Continu	PNUD UNICEF		Agences	
	2. Education de base universelle	q	Poursuite de la mise en oeuvre du projet Education des filles	§	Amélioration des taux de scolarisation des adolescentes	Continu	Comité Pilotage		
q		Ecoles communautaires propres, saines et vertes	§	Extension sur 120 sites communs	Continu	UNICEF PAM		UNICEF PAM	

		§ Campagnes de déparasitage sur 290 sites	Mars-Déc	OMS		OMS	
3. Promotion de l'égalité entre les sexes et promotion de la femme	q Revitaliser le groupe Genre en impliquant les points focaux dans les groupes thématiques	§ Prise en compte du Genre dans les programmes et activités conjoints	Continu	FNUAP + Comité Genre		Agences	
	q Lecture Genre des enquêtes nationales	§ Arguments pour un plaidoyer convaincant	Avril-Mai			Agences	
4. Réduction de la mortalité infantile	q Mise à jour du Plan national d'action pour la Nutrition (PNAN)	§ Adoption du PNAN	Janv-Juin	FAO PAM		FAO PAM	
	q Opérationnalisation du PNAN dans deux régions	§ Amélioration de la situation nutritionnelle dans deux régions	Juin-Déc	OMS UNICEF		OMS UNICEF	
5. Amélioration de la santé maternelle	q Révision/Recentrage du PNSR sur la réduction de la mortalité maternelle	§ } Accélérer la réduction de la mortalité maternelle	Mars	G Santé OMS FNUAP UNICEF		OMS FNUAP UNICEF	
	q Renforcer et étendre l'initiative Make Pregnancy Safer (MPS)		Continu	OMS CF FNUAP BAD UNICEF BM GTZ		OMS CF FNUAP BAD UNICEF BM GTZ	
	q Amélioration de la qualité à travers un partenariat entre prestataires et clients		Continu	FNUAP BIT OMS UNICEF		UNICEF OMS FNUAP	UNF
6. Lutte contre le SIDA, le paludisme et autres maladies	q Finalisation du plan stratégique national de lutte contre le SIDA	§ } Soutenir le maintien de la séro-prévalence sous 1%	Continu	GT ONUSIDA		ONUSIDA UNICEF PNUD OMS BM FNUAP	Partenaires
	q Mobilisation des ressources pour la lutte contre le SIDA						
	q Appui au bureau ONUSIDA						
	q Roll Back Malaria : Adoption du plan stratégique 2002-2005	§ } Réduire mortalité et morbidité liées au Paludisme	Jan-Fév	OMS UNICEF BM PNUD		OMS UNICEF BM	
q Expérimentation dans 5 moughataa	Fév-Déc						

	q SIDA/PALU/TUB : Plaidoyer pour l'accès au Fonds Global	§ Mobilisation de ressources	Continu	BCR + agences	BCR + Agences		
7. Garantie de la durabilité de l'environnement	q Plaidoyer pour rehausser l'environnement au niveau des priorités du Gouvernement	§ Meilleure prise en compte et vision commune des problèmes de l'environnt.	Continu	GT Environnement (PNUD)		Agences	
	q Identification et réalisation de projet pilotes	§ 3 projets pilotes réalisés				Agences	
	q Mise en place d'un Système d'Information sur l'environnement en Mauritanie	§ Meilleure connaissance et prise en compte de la dimension environnement		PNUD		Agences	
8. Thèmes transversaux	Gouvernance :						
	q Campagnes communes de sensibilisation sur les DH (CEDEF, CDE, etc.)	§ Meilleure connaissance des droits humains, Promotion de la CEDEF et CDE	Continu	Groupe Thématique BG/DH	2 000	Agences	Partenaires
	q Participer à la formulation du PNBG	§ Suivi régulier et mobilisation des ressources	Sept			Agences	
	q Promotion des Groupes parlementaires pour des thèmes d'intérêt du SNU	§ Création de deux nouveaux Groupes Parlementaires	Avril et octobre			Agences	
	q Renforcement de la Bonne Gouvernance Locale (à travers de nouvelles initiatives, ex : Cyber Commune)	§ Renforcement de la démocratie au niveau local, Meilleure formation des élus, diffusion du NTIC et plus grande visibilité du SNU	Déc.		2 400	Agences	Partenaires
	q Participer à la préparation du Plan National des Droits de l'Homme	§ Renforcement des Droits de l'Homme	Déc.			Agences + HURIST	Partenaires
	Gestion des catastrophes						
q appuyer le renforcement du système d'alerte et développer le système de réponse commun	§ Réponse rapide et coordonnée si nécessaire	Déc.	BCR	1 000			

Contrôle des progrès enregistrés pour atteindre les objectifs de développement du millénaire

Préparation de rapports périodiques Développement d'une base de données des indicateurs Diffusion des données nationales	q	Préparation du Rapport sur les objectifs du Sommet du Millénaire pour le Développement	§	Meilleur cadrage des politiques nationales par rapport aux objectifs des conférences internationales	Déc	Gr suivi MDG		Agences	
	q	Plaidoyer sur les déclarations du Sommet du Millénaire	§	Meilleur suivi des indicateurs des Conf. Intern. et du PRSP	Continu	Gr suivi MDG Gr suivi MDG		Agences	
	q	Développement et mise en œuvre de la Base de Données Sociale Commune	§	Participation active du SNU, prise en compte des priorités du SNU dans le CSLP,	Juillet	Gr suivi MDG		Agences	
		Suivi des Conférences internationales							
	q	Appui à la participation des cadres du Govt aux différentes Conférences	§	Démultiplication du partenariat et renforcement des capacités nationales	Déc.	BCR		Agences	

Locaux et services communs

<ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'une Maison des Nations Unies 	q	Formation/Information du personnel sur les services de l'Intranet / Internet	§	Amélioration de l'utilisation et de la communication	Février	BCR	1 000	Agences	
	q	Mise en service d'un Intranet au sein de la Maison virtuelle du SNU	§	Accès permanent aux documents clés	Mars	BCR		Agences	
	q	Appui aux associations du personnel pour une relance des rencontres (club SNU)	§	Renforcement des relations interpersonnelles	Mars	BCR		Agences	Comité
	q	Elaboration du budget de fonctionnement du dispensaire	§	Meilleure planification et prise en charge des agences	Février	PNUD		Agences	
	q	V-SAT: installation et exploitation (possibilité d'extension aux agences non encore impliquées)	§	Facilitation et diminution des coûts de communication	Février	PNUD		PNUD/ UNICEF/ FNUAP	
	q	Définition d'une grille d'évaluation commune des prestataires de service des agences (gardiennage, DHL,...), et identification d'alternatives en vue de services plus performants et harmonisés	§	Meilleur rapport qualité/prix	Sept.	C. Adm		Agences	

	q Poursuite des services du Centre d'information et de documentation et élargissement de ses capacités d'accueil	§ Rayonnement accru du centre de documentation	Continu	BCR	11 500		
Etablissement de services communs	q Etablissement d'un compte commun: rédaction d'un manuel de procédures administratives et financières; définition d'activités communes et de leur budget, identification de la clé de répartition, et mise en place du compte commun	§ Simplification des procédures de financement des actions communes	Avr-Juin	C. Adm°		Agences	
	q Revue des conditions bancaires	§ Amélioration du service	Février	UNICEF PAM-PNUD		Agences	
	q Mise à jour de la base de données des fournisseurs et mise à disposition des projets	§ Amélioration du rapport qualité/prix	Juillet	C. Adm°		Agences	
	q Révision de la grille des consultants nationaux	§ Harmonisation des pratiques	Mars	C. Adm°		Agences	
	q Formalisation de la participation des agences dans les comités de recrutement et d'achat	§ Harmonisation des pratiques	Février	Agence		Agences	
	q Mise à jour des accords de base (TVA...)	§ Exonération officielle des taxes	Déc.	CR		Agences	
• Sécurité	q Visites des wardens au domicile du personnel q Formation des wardens q Tests d'écoute des Wardens q Mise à jour des effectifs du SNU deux fois par an (message e-mail de rappel)	§ Développer le système de sécurité	Continu	CR		Agences	
Systeme de communication des Nations Unies et information publique							
• Stratégie commune de communication et d'information	q Actions communes et concertées auprès des Autorités nationales et des donateurs (visites aux nouveaux ministres, positions communes sur des dossiers ad hoc...)	§ Perception par les partenaires de l'unité du SNU	Continu	BCR		Agences	

	<p>q Analyse commune de l'étude sur le comité national IEC et identification d'une stratégie commune pour l'IEC au service du développement</p> <p>q Communication sur l'UNDAF et la contribution du SNU au CSLP</p>	<p>§ Cohérence et synergies dans le domaine de l'IEC pour un impact amélioré</p> <p>§ Image de cohérence et d'efficacité des activités</p> <p>§ Adhésion renforcée aux objectifs des NU des décideurs, des ONGs et de la population</p>	<p>Février</p> <p>Fév-Avr</p>	<p>C. Info°</p> <p>C. Info°</p>	<p>1 000</p>	<p>Agences</p> <p>Agences</p>	
Initiatives de plaidoyer	<p>q Publication mensuelle de l'ONUflash</p> <p>- Réorganisation et nouvelle mise en page</p> <p>- Poursuite de sa publication imprimée et électronique</p> <p>q Editer des suppléments ou des numéros spéciaux de l'ONUflash</p> <p>q RIM – Revue de presse : poursuivre la réalisation et élargir la diffusion du bulletin électronique des extraits d'articles sur la Mauritanie</p> <p>q Mettre à profit cinq Journées spéciales pour faire un plaidoyer commun: Lutte contre la Pauvreté, Environnement, Lutte contre le SIDA, Déclaration universelle des Droits de l'Homme, et Lutte contre la désertification</p> <p>q Identification par chaque groupe thématique d'un thème de plaidoyer et communication. Deux thèmes sont déjà identifiés : l'<u>excision</u>, s'appuyant sur les résultats de l'EDS et les <u>MDG</u></p>	<p>§ Information régulière sur les activités du SNU</p> <p>§ Promotion des activités intégrées</p> <p>§ Promotion d'une image d'équipe soudée</p> <p>§ Promotion des thèmes des MDGs</p> <p>§ Information sur les activités clés du SNU dans le pays</p> <p>§ Information régulière du Secrétariat de l'ONU</p> <p>§ Meilleure information des partenaires non représentés</p> <p>§ Meilleure prise en compte de ces thèmes par les décideurs, la société civile et la population</p> <p>§ Promotion image d'équipe</p> <p>§ Messages intégrés dans l'action gouvernementale et au niveau de la société civile</p>	<p>Continu</p> <p>Déc.</p> <p>Continu</p> <p>Continu</p> <p>Continu</p>	<p>BCR/CID</p> <p>BCR/CID</p> <p>BCR/CID</p> <p>C. Info°</p> <p>GT et C. Info°</p>	<p>5 000</p> <p>2 800</p> <p>1 600</p> <p>4 000</p> <p>2 000</p>	<p>Agences</p>	

• Contact avec les médias	q	Elaboration d'une Grille de diffusion des activités commune et rencontre des agences avec le Ministre de la Communication	§	Accès facilité et harmonisé aux médias					
	q	Briefings réguliers des journalistes par les agences	§	Bonne couverture des thèmes du SNU § Journalistes cernant les domaines d'intervention du SNU			3 000	Agences	
Site Web du système de l'ONU dans le pays	q	Mise à jour régulière du site web commun	§	Visibilité du SNU moteur dans les NTIC	Continu	BCR		Agences	
	q	Initier le site web des partenaires	§	Connaissance des projets/programmes	Mars-Déc	BCR			Partenaires
Renforcement des capacités de Coordination									
Recrutement pour l'Unité d'appui au système du CR	q	Recruter un(e) secrétaire/assistant(e) de coordination	§	Coordination opérationnelle	Février	CR + Agences	5 700		
	q	Recruter un chargé de coordination			Mars-avril	BCR	10 200		
• Formation de l'équipe de pays	q	Appui technique de UN-DESA pour le suivi-évaluation de l'UNDAF	§	Mécanismes de suivi pertinents et opérationnels	Mai	BCR		7500 (PNUD)	
Autres besoins (prière de préciser)	q	Assurer le fonctionnement courant du Bureau du Coordonnateur résident	§	Coordination opérationnelle	Continu	BCR	20 000		
TOTAL (en dollars E.-U.)							85 000	*	*

*: Montant non encore totalement identifié pour des raisons explicitées dans la lettre de couverture. A titre d'illustration, les contributions des agences (hors fonds SRC) ont été de 113 000 dollars en 2001 (compte non tenu des frais liés à la maison commune et au dispensaire des Nations Unies) et celle des partenaires extérieurs de 76 000 dollars.

Annexe

1. Composition de l'équipe de pays du système des Nations Unies

Coordonnateur résident: M. Michel de La Taille

Fonds, programmes et institutions représentés :

a) ayant un siège dans le pays

PNUD : M. Michel de La Taille, Représentant résident
Mme Giovannie Biha Kiflemariam, Représentante adjointe

FNUAP: M. Claude Paulet, Représentant

UNICEF: Mme Ute Deseniss-Gros, Représentante

PAM: M. Philippe Guyon Le Bouffy, Représentant

FAO: M. Adnan El Fares, Représentant

OMS: Dr El Hadi Benzerroug, Représentant

HCR: M Hamed Bukhari, Chargé du Bureau de liaison

b) ayant un siège établi hors du pays

BIT/Dakar : M. Moucharaf Paraiso, Directeur

ONUUDI/Dakar : M. François d'Adesky, Directeur

PNUCID/Dakar : Mme Christiane d'Almeida, Directeur

UNESCO/Dakar : M. Armoogum Parsuramen, Directeur

UNIFEM/Dakar : Mme Yassine Fall, Coordinatrice régionale

IDEP/Dakar : M. Samuel A. Ochala, Représentant

OACI/Dakar : M. Amadou Cheiffou, Représentant

OIM/Dakar : M. Eugenio Ambroisi, Représentant

UIT/Dakar : M. Yapi Bancouli, Représentant

FIDA/Rome : M. Yahya Bouarfa, Directeur Division Afrique 1

2. Liste des Groupes Thématiques et instances de concertation

a. Groupes thématiques UNDAF

Gouvernance et Droits de l'Homme

Agence leader : PNUD

Participants : PNUD, UNICEF, FNUAP, PAM, OMS, FMI, Gouvernement (Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI), Ministère de la santé et des affaires sociales (MSAS), Ministère des affaires économiques et du développement (MAED), Secrétariat d'Etat à la Condition féminine (SECF), Ministère de la Fonction publique, des transports de la jeunesse et des sports (MFPTJS), Ministère de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications (MIPT), Ministère de la justice (MJ)

Education Formation

Agence leader : UNICEF

Participants: UNICEF, PAM, BCR, OMS, FNUAP, PNUD , SECF, MJ, Secrétariat d'Etat aux nouvelles technologies (SENT), Ministère de l'Education nationale (MEN), CDHLCPI

Lutte contre la Mortalité maternelle et infanto-juvénile

Agence leader : OMS

Participants : OMS, FNUAP, PAM, PNUD, Ministère de l'hydraulique et de l'énergie (MHE), MSAS, CDHLCPI, MEN, MIPT, MAED, MFPTJS

Développement rural et urbain, sécurité alimentaire et environnement

Agence leader : FAO

Participants : FAO, PAM, PNUD, OMS, UNICEF, MDRE, MAED, ONGs

b. Autres instances de concertation

Rencontres des Chefs d'agences du SNU : 12 rencontres régulières et 8 rencontres ad hoc (sur la sécurité, l'éducation des filles, la lutte contre le SIDA, la préparation de Durban, l'UNDAF...)

Groupe thématique Santé

Leadership: Ministre de la santé

Participants: MSAS, OMS, FNUAP, UNICEF, PNUD, Banque mondiale, Union Européenne, Coopération française, Coopération espagnole, GTZ (Allemagne), ONGs

Groupe des donateurs sur la sécurité alimentaire

Leadership: PAM

Participants: France, USA, Allemagne, Espagne, Union Européenne, Chine, SNU

Comité des donateurs pour le suivi du CSLP

Leadership : MAED

Participants : Institutions de Bretton Woods (IBW), Coopérations bilatérales et multilatérales, SNU, CDHLCPI, MAED

Rencontres de concertation

Leadership: Coordonnateur résident

Participants: Agences du SNU résidentes et non résidentes, IBW (BM et FMI), Union Européenne, Coopérations française, espagnole, allemande, américaine. Les représentations diplomatiques installées à Dakar de pays ayant des activités en Mauritanie sont également invitées.